



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



*Au service
des peuples
et des nations*

Document de Projet

SOUTIEN AU CYCLE ELECTORAL DE MADAGASCAR (SACEM)

2017 - 2019

Table des matières

I.	Défis de développement.....	5
1.1	Présentation du contexte :	5
1.2	Enjeux majeurs des prochaines élections	5
1.3	Position du Système des Nations Unies et des autres partenaires extérieurs	6
II.	Strategie	6
III.	Resultats et partenariat.....	9
3.1.	Résultats attendus	10
	Composante 1 : Appui à la fiabilisation et au caractère inclusif de la liste électorale	10
	Composante 2 : Cadre légal	10
	Composante 3 : Communication, éducation civique et électorale	11
	Composante 4 : Appui aux opérations électorales	11
	Composante 5 : Assistance technique	13
3.2.	Ressources requises pour atteindre les résultats	13
	Mécanisme de financement : « Basket Fund » ou Fonds commun.....	14
	Modalité de fonds fiduciaire (« Trust Fund »).....	14
	Modalité de partage des coûts (« Cost Sharing »)	15
3.3.	Partenaires	16
3.4.	Hypothèses et risques	17
3.5.	Engagement des parties prenantes	18
3.6.	Coopération Sud-Sud triangulaire	18
3.7.	Production et gestion des connaissances	18
3.8.	Pérennisation et mise à l'échelle.....	18
IV.	Gestion de projet.....	18
4.1.	Rapport coût-efficacité	18
4.2.	Procédures de recrutement et d'acquisition des biens et services.....	19
4.3.	L'Unité de Gestion du Projet (UGP)	19
V.	CADRE DE RESULTAT.....	21
VI.	Suivi et Evaluation	24
6.1.	Plan de suivi.....	24
6.2.	Plan d'évaluation (N/A)	26
VII.	Plan de travail.....	29
VIII.	Gouvernance et Arrangement de gestion	32
IX.	CONTEXTE JURIDIQUE ET GESTION DES RISQUES	34
9.1.	CONTEXTE JURIDIQUE	34
9.2.	GESTION DES RISQUES.....	34
X.	ANNEXES.....	36
	Rapport de l'assurance qualité du projet	36
	Canevas d'examen préalable social et environnemental	50
	Analyse des risques.....	51
	Termes de référence du Comité de pilotage et des principaux postes de gestion du projet	54
	Termes de références du Comité de Pilotage du Projet.....	54
	Termes de référence de l'Unité de Gestion du Projet (UGP)	55
	Termes de référence individuels des membres de l'Unité de Gestion du Projet (UGP)	57

Titre du projet : Soutien au cycle électoral de Madagascar (SACEM)

Numéro du projet :

Partenaire de mise en œuvre : PNUD

Date de début : Janvier 2017

Date de la fin : 31 Décembre 2019

Date du CLAP : 31 Janvier 2017

Brève description

Les élections présidentielles et législatives tenues en décembre 2013 ont sorti Madagascar d'une longue période de crise sociopolitique et abouti au retour à l'ordre constitutionnel. Bien que les résultats aient été acceptés par toutes les parties prenantes et n'ont pas fait l'objet de contestation majeure, il n'en reste pas moins que des observations ont été soulevées concernant notamment la liste électorale, le Code électoral et la participation aux votes.

Les prochaines échéances électorales sont prévues pour 2018 et il importe non seulement de consolider les acquis de 2013 mais aussi d'améliorer ce qui pourrait l'être, vu que des contestations pourraient remettre en cause les avancées obtenues jusqu'ici et freiner l'élan de la promotion de la démocratie.

C'est pourquoi, l'expérience du Projet 2012-2016 doit être mise à profit afin de hausser davantage le niveau de performance de ce Projet qui va durer jusqu'en 2019 et qui vise notamment :

- La fiabilité et l'exhaustivité de la liste électorale avec un focus sur l'inscription des femmes et des jeunes ;
- La révision du cadre légal pour, d'une part, corriger les défaillances ayant émaillé le processus électoral post conflit et, d'autre part, promouvoir la gouvernance électorale ;
- L'amélioration de la communication institutionnelle et de l'éducation civique électorale pour la mobilisation de tous les acteurs et l'appropriation du processus électoral par tous les Malgaches, en particulier les électeurs ;
- L'appui aux opérations électorales au cours de toutes les phases du processus, dont l'amélioration du système de transmission des résultats, la formation du personnel électoral et l'appui logistique ;
- Une assistance technique pour que la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) puisse disposer d'experts internationaux pour des besoins spécifiques.

Aussi, au-delà du mandat de la CENI, la gouvernance électorale étant tributaire du cahier de charge des autres Institutions, notamment la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) ; pour l'élection présidentielle, le projet aura un regard sur la bonne prise en charge du contentieux électoral.

Liens avec les effets et résultats (UNDAF/CPD) :

Effet 2 de l'UNDAF, Résultat 1 et 2 du CPD

Produits indicatifs :

1. Le fichier électoral mis à jour est fiable ;
2. La gouvernance électorale est renforcée à l'issue de la réforme du cadre légal ;
3. Les populations sont sensibilisées sur les principes fondamentaux de la démocratie, les enjeux du processus électoral, les procédures de vote ainsi que sur leurs droits et devoirs en matière électorale ;
4. La CENI est opérationnelle et gère de manière efficace et effective les opérations préélectorales, électorales et postélectorales

Total des ressources requises en \$US :**12.834.865****Ressources disponibles en \$US****Fonds régulier :** 2.000.000**Donateur :** A déterminer**Donateur :****Gouvernement :** 2017 ¹ : 11.298.000.000 MGA
2018 : à déterminer**En nature :****Budget non financé :****Pour le Gouvernement**Gervais RAKOTOARIMANANA
Ministre des Finances et du Budget

Date :

Pour le PNUDViolette KAKYOMYA
Représentant résident du PNUD

Date :

Pour la CENIHenirina RAKOTOMANANA
Président de la CENI

Date :

¹ Hors du budget du projet

I. DEFIS DE DEVELOPPEMENT

1.1 Présentation du contexte :

Madagascar a souffert de crises cycliques et récurrentes en 1972, 1991, 1996, 2002 et 2009. Ces crises cycliques ont eu un impact négatif sur l'économie, ont affaibli le tissu socio-culturel et ont contribué à approfondir la pauvreté. C'est en bonne mesure à cause de ces crises que Madagascar n'a atteint aucun Objectif pour le millénaire de développement (OMD). Bien que les causes profondes soient à rechercher dans les déséquilibres économiques et de pouvoir entre régions et segments de la population, ces crises ont souvent été déclenchées par les élections.

La dernière de ces crises cycliques, déclenchée par le changement de pouvoir inconstitutionnel de 2009, a engendré la suspension du pays des instances internationales, aggravé l'extrême pauvreté et contribué à une importante dégradation de l'accès de la population aux services sociaux de base. Cette période de turbulence politique a conduit la Communauté de Développement des Etats de l'Afrique Australe (SADC), avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, à mener une médiation afin d'aider les protagonistes malgaches à trouver une issue pacifique à la crise. Cette médiation internationale a abouti à la signature de la feuille de route pour mettre fin à la crise à Madagascar en Septembre 2011 et a ouvert la voie à la tenue des différents scrutins, notamment l'élection présidentielle et les élections législatives en octobre-décembre 2013 ainsi que les élections communales en juillet 2015. Le PNUD, dans le cadre du Projet d'Appui au Cycle Electoral à Madagascar (PACEM), avec l'appui de ses partenaires internationaux, a apporté une assistance multiforme au processus électoral qui a contribué à la tenue d'élections jugées transparentes et crédibles par l'ensemble des observateurs.

Malgré le retour à l'ordre constitutionnel grâce aux élections de 2013 qui a abouti à la mise en place progressive de nouvelles institutions, la situation politique à Madagascar reste encore fragile. Bien que certaines institutions démocratiques aient été mises en place et sont opérationnelles, telles que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la Haute Cour Constitutionnelle, la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et le Sénat, d'autres comme la Haute Cour de Justice et l'Autorité de régulation des médias ne le sont pas encore ; en outre, les élections régionales et provinciales n'ont pas eu lieu. La confiance mutuelle entre acteurs politiques n'a pas encore été complètement rétablie : à titre d'exemple, l'année 2015 a vu la tentative de destitution du Président de la République et de démission du Premier Ministre de la part de l'Assemblée Nationale.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement de Madagascar, dans une lettre datée du 5 février 2016, a sollicité l'assistance des Nations Unies pour la préparation du prochain cycle électoral qui culminera avec les élections présidentielle et législatives de 2018. Une mission d'évaluation des besoins électoraux (NAM) a ainsi été déployée à Antananarivo du 21 mars au 6 avril 2016. Le présent projet entend donner suite et concrétiser les conclusions et recommandations issues du rapport de la NAM, tout en tenant en compte l'évaluation du PACEM réalisée en début 2016, et accompagner la nouvelle CENI en vue de contribuer à la tenue d'élections crédibles, transparentes, pacifiques et inclusives en 2018.

1.2 Enjeux majeurs des prochaines élections

Dans ce contexte politique fragile, les élections présidentielles et parlementaires de 2018 représentent une étape cruciale et un enjeu majeur pour l'avenir du pays. Des élections contestées risquent de remettre en cause les avancées obtenues depuis 2013 et pourraient faire plonger le pays dans une nouvelle crise politique et institutionnelle, avec des conséquences néfastes pour la situation socio-économique, tel que les précédentes crises l'ont démontré. Au contraire, des élections transparentes et crédibles donneraient aux institutions une pleine légitimité, rapprochant les citoyens de l'Etat, apaisant les tensions et consolidant la démocratie.

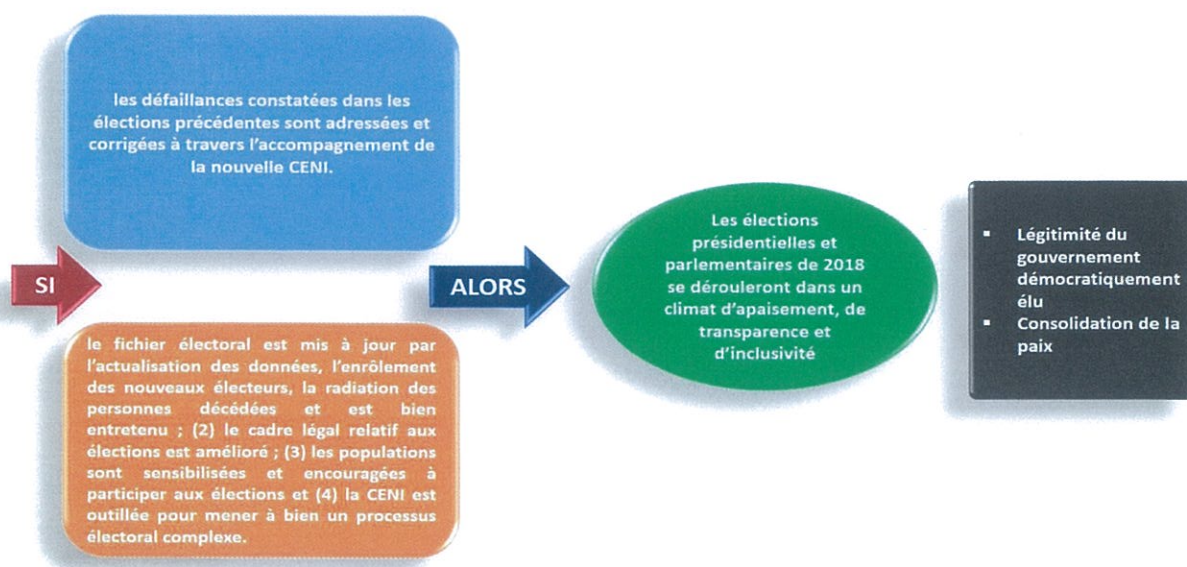
En outre, suite aux turbulences politiques et aux sporadiques conflits institutionnels des dernières années, les prochaines élections seront cruciales pour prouver que les acteurs politiques sont en mesure de s'engager dans le processus démocratique et dans une dialectique constructive entre les institutions.

1.3 Position du Système des Nations Unies et des autres partenaires extérieurs

La réintégration de Madagascar dans les fora régionaux et internationaux représente une des conséquences plus visibles et importantes de la sortie de la crise de 2009-2013. Par conséquent, la communauté internationale suit avec intérêt l'évolution politique du pays et souhaite unanimement que les prochaines élections soient transparentes, apaisées et crédibles. La plupart des partenaires techniques et financiers (PTF), qui avaient suspendu leurs programmes d'appui pendant la crise, les ont relancés et ont donc un intérêt à ce que le prochain cycle électoral puisse contribuer à la stabilité et à l'apaisement afin de pouvoir maximiser l'impact de leurs programmes et projets. Finalement, l'ensemble des partenaires internationaux du pays sont conscients que la situation politique est encore fragile et souhaitent donc que les échéances électorales de 2018 représentent une étape décisive vers une consolidation de la paix et de la démocratie.

II. STRATEGIE

La théorie de changement sur laquelle le présent projet est basée, est donc que :



Dans le cadre du contexte décrit et afin de répondre aux défis identifiés, ce projet est basé sur une théorie de changement précise :

SI le fichier électoral est mis à jour par l'actualisation des données, l'enrôlement des nouveaux électeurs, la radiation des personnes décédées et est bien géré ;

SI le cadre légal relatif aux élections est amélioré ;

SI les populations sont sensibilisées et encouragées à participer aux élections ; et

SI la CENI est outillée pour mener à bien un processus électoral complexe

ALORS les élections présidentielles et parlementaires de 2018 se dérouleront dans un climat d'apaisement, de transparence et d'inclusivité ; ce qui ensuite permettra au nouveau gouvernement

d'être perçu comme pleinement légitime et fera en sorte que ces élections contribuent à consolider la paix au lieu de déclencher des tensions.

En ligne avec cette théorie de changement, la stratégie identifiée comporte quatre volets principaux. D'un côté il s'agira d'accompagner la CENI à rendre plus fiable le fichier électoral, notamment par l'augmentation du nombre d'électeurs inscrits et la bonne gestion de la liste à travers le nouveau système Oracle. Ensuite le projet compte appuyer le pays à améliorer le cadre légal relatif aux élections, encourageant l'adoption des réformes nécessaires et la mise en place d'un mécanisme de monitoring du processus d'inclusion et de certification de conformité de la réforme électorale aux standards internationaux. Toujours en ligne avec la théorie de changement, le troisième volet du projet concerne la sensibilisation des électeurs, notamment les couches les plus vulnérables avec une attention particulière aux femmes et aux jeunes, à travers des actions d'éducation civique qui puissent encourager les citoyens à prendre part aux élections. Finalement, le projet entend aussi fournir une assistance multidimensionnelle à la CENI afin de l'outiller à bien conduire les scrutins en prenant compte tous les aspects d'organisation et de gestion des processus électoraux.

L'objectif ultime de ce projet est donc de contribuer à la tenue d'élections crédibles, transparentes, pacifiques et inclusives en 2018 et ainsi créer un environnement propice pour la consolidation de la paix et de la démocratie dans le pays.

Cette stratégie est basée sur les leçons apprises par le PNUD Madagascar dans ses interventions passées, en particulier le Projet d'Appui au Cycle Electorale à Madagascar (PACEM) mais aussi ses activités dans la gouvernance locale, le renforcement de l'état de droit et la consolidation de la paix.

La mise en œuvre des activités s'articule autour des cinq composantes suivantes :

Composante 1 : Appui à la fiabilisation et la crédibilisation de la liste électorale

L'exhaustivité, la fiabilité et la sécurité du fichier électoral doivent être accrues pour augmenter la confiance des parties prenantes et notamment celle de la population à son endroit. Outre l'augmentation nécessaire du nombre de femmes et de jeunes sur les listes électorales, les électeurs devront être mieux conscientisés à l'importance de la radiation des personnes décédées et au transfert de leur inscription lorsqu'ils changent de lieu de résidence.

Selon une étude réalisée en 2015 par deux ONG malgaches et financée par l'Union Européenne, 70 à 74% de la population majeure résidente est inscrite au fichier électoral Malagasy. La majorité des absents du fichier sont, toujours selon cette étude, les jeunes adultes de 18 à 34 ans et surtout les jeunes femmes adultes.

Selon des données publiées dans le Rapport de la Mission d'Observation électorale de l'Union Européenne de 2013, alors que les jeunes adultes de 18-34 ans représentent 50% de la population majeure nationale, ils sont nettement moins inscrits que les autres adultes. Cette situation est généralisée à l'ensemble du pays mais elle culmine dans certaines régions du nord et du centre-ouest, où les jeunes de 18 à 34 ans ne représentent que 31 à 39% des électeurs.

En ce qui concerne les femmes, des statistiques officielles de la CENI sur les électeurs inscrits indiquent à l'échelle nationale que 54% d'entre eux sont des hommes et 46% sont des femmes. Dans certaines régions du centre-est et du sud-est l'écart entre l'inscription des hommes et des femmes est toutefois encore plus grand et peut atteindre dans certains districts moins de 30% de femmes et plus de 70% d'hommes. S'il y avait parité entre le nombre d'hommes et de femmes sur les listes électorales actuelles, on y retrouverait approximativement 700.000 femmes de plus!

Le Projet fera une priorité d'augmenter substantiellement la présence des femmes et des jeunes sur les listes électorales par des campagnes de sensibilisation non pas seulement dans les grandes villes mais aussi dans les régions reculées et enclavées où la situation est particulièrement

alarmante. Des opérations d'audience foraines en collaboration avec les autorités gouvernementales permettront de rendre des jugements supplétifs (pour tenir lieu de certificat de naissance) et des cartes nationales d'identité nationale pour faciliter l'inscription des électeurs toujours manquants².

Toujours dans l'objectif de renforcer le caractère exhaustif du fichier, il sera édité et affiché les listes électorales provisoires que les électeurs seront invités à consulter. A cette occasion, certaines corrections pourront être proposées. Il s'agit de sensibiliser l'électeur au fait qu'il est le premier responsable de son inscription.

Les derniers scrutins tenus à Madagascar ont vu certains bureaux de vote générés avec plus de deux mille électeurs chacun ; ce qui va bien au-delà des standards internationaux. La cartographie des bureaux de vote sera actualisée en conséquence en générant des bureaux de vote d'une taille raisonnable et équitablement disséminés sur le territoire national de manière à rendre le vote effectif.

Composante 2 : Cadre légal

Toutes les parties prenantes aux élections à Madagascar s'entendent sur la nécessité de revoir les textes juridiques relatifs aux élections. Cette opération est d'autant fondamentale que les lois régissant les derniers scrutins, d'une part, avaient été adoptées spécifiquement pour la période de transition dans un contexte de sortie de crise institutionnelle et, d'autre part, démontré certaines limites pour la gestion d'un processus électoral inclusif et transparent. A cet effet, la contribution des parties prenantes au processus électoral recueillie sous forme des recommandations dans le cadre des ateliers de consultation organisés par la CENI, avec l'appui du PNUD, au cours du deuxième semestre de 2016³, servira de base au projet de réforme électorale. Le présent projet accompagnera la CENI dans son plaidoyer de réforme électorale auprès des autres Institutions, mettra à disposition une expertise requise ainsi que des outils programmatiques et des indicateurs de contrôle de conformité de la gouvernance électorale aux standards internationaux en la matière.

Composante 3 : Communication, éducation civique et électorale

Dans les semaines précédant l'élection, une campagne intense de sensibilisation visant la population en général mais surtout les femmes et les jeunes, aura comme objectif d'amener les électeurs inscrits à se rendre aux urnes la journée du scrutin⁴. Les messages de sensibilisation tiendront pleinement en compte la dimension de sensibilité aux conflits et seront donc conçus de manière à contribuer à réduire les possibles tensions liées aux élections.

La stratégie retenue par la CENI pour la campagne nationale de sensibilisation consistera à préparer les citoyens aux grandes étapes du processus électoral. Cette campagne visera non seulement la consolidation de la citoyenneté, mais aussi la participation massive des citoyens à l'identification et l'enrôlement sur la liste des électeurs et aux scrutins électoraux. La CENI sera chargée de définir et d'évaluer les différents programmes et les activités de sensibilisation et d'éducation civique et électorale qui seront mis en œuvre par les Organisations de la Société Civile (OSC) jusqu'au niveau des Fokontany.

Enfin, la CENI mettra en œuvre un plan stratégique de communication qui informera notamment l'électeur et le candidat sur les dispositions opérationnelles qui promeuvent un processus électoral accessible, crédible et non partisan.

² Au regard des projections de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), un peu plus de 4 000 000 de personnes, plus de 30% de la population majeure du pays, ne figureraient pas sur les listes électorales en 2016. En prévision des élections de 2018, ce gap s'accroîtrait davantage si aucune action n'était entreprise. Par ailleurs, de l'analyse des données statistiques du fichier électoral en 2016, seulement 45% de femmes malgaches sont inscrites sur les listes électorales alors que celles-ci représentent 51% de la population ayant atteint l'âge de la majorité. Cette sous-représentativité des femmes dans le fichier électoral prend des proportions considérables dans certaines Régions telles que le Menabe (36%), Ihorombe (37%) et Atsimo Andrefana (37%).

³ Projet PNUD : « Assistance préparatoire au processus électoral »

⁴ Sur un corps électoral de 8.400.000 électeurs, près de 2.000.000 n'ont pas voté aux élections présidentielles, législatives et municipales.

Composante 4 : Appui aux opérations électorales

L'un des principaux défis du processus électoral auquel aura à faire face la CENI est le traitement sécurisé et la publication avec exactitude des résultats des scrutins de manière transparente et le plus rapidement possible. Lors du cycle précédent (2013-2015), avec l'appui des partenaires techniques et financiers, un système informatique de traitement des résultats a été conçu et mis en place pour répondre à ces exigences.

Le succès du processus électoral résultera également de la capacité professionnelle et technique de la CENI et son personnel permanent et temporaire. Compte tenu de la complexité opérationnelle et des contraintes techniques liées à l'organisation des élections du cycle 2017-2019, la CENI sera confrontée à un vaste défi pour assurer la formation opérationnelle spécifique et spécialisée durant une période très courte, formation à dispenser à un nombre très élevé de participants aussi bien au siège qu'au niveau local.

Par ailleurs, la dimension logistique, plus spécialement dans la planification et le déploiement des activités opérationnelles, est essentielle dans un processus électoral. En effet, la crédibilité d'un scrutin repose en bonne partie sur la qualité du matériel sensible (bulletins, procès-verbaux, enveloppes de transmission) et sur son déploiement efficace et sécurisé vers les bureaux de vote. Pour ce faire, une solide expertise logistique sera mise à la disposition de la CENI au niveau central pour réaliser les acquisitions de matériel sensible et planifier leur acheminement sur le terrain où des spécialistes VNU logisticiens seront actifs pour appuyer à ce niveau les démembrements de la CENI.

Par l'intervention en aval de la juridiction en charge de la proclamation des résultats définitifs des scrutins, le législateur reconnaît au pouvoir judiciaire la compétence de confirmer, rectifier ou infirmer les résultats provisoires proclamés par la CENI. Généralement, la décision de la juridiction est définitive. Il en est ainsi en droit positif Malgache de la Haute Cour constitutionnelle qui répond du contentieux présidentiel et législatif.

La décision de la juridiction du contentieux, qui n'est pas toujours en phase avec celle de la Commission électorale, peut être source de tension jusqu'à menacer la paix civile et, parfois, donner à penser que la légitimité des urnes est sacrifiée au bénéfice d'une nouvelle source de légitimité, notamment de nature judiciaire. En conséquence, le Projet apportera un appui en renforcement des capacités de la Haute Cour constitutionnelle.

Composante 5 : Assistance technique

L'expertise nationale et internationale mise à disposition apportera l'appui multisectoriel requis dans les limites du cahier des charges du projet. Cette expertise couvrira plusieurs volets opérationnels spécifiques et transversaux du processus électoral : cadre légal et réglementaire, inscription des électeurs et des candidats, sensibilisation et communication, etc.

III. RESULTATS ET PARTENARIAT

Il convient de préciser que le présent projet s'inscrit à plein titre dans les priorités de l'Etat Malagasy, notamment la Politique Générale de l'Etat (dans ses priorités 1 « Unité et Réconciliation Nationale » et 2 « Gouvernance, Etat de droit, démocratie ») et le Programme National de Développement (dans son Axe 1 « Gouvernance, Etat de Droit, Sécurité, Décentralisation, Démocratie, Solidarité nationale »). Il est aussi censé contribuer à l'Effet 2 de l'UNDAF (Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent efficacement leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains) et au résultat deux premiers résultats du CPD : (1) « Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population » et (2) « Les

institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne ».

3.1. Résultats attendus

Composante 1 : Appui à la fiabilisation et au caractère inclusif de la liste électorale

Le fichier électoral actualisé sera plus inclusif, exhaustif et fiable. Il contiendrait, d'après les projections de la CENI pour les consultations électorales de 2018, près de dix millions d'électeurs sur une population estimée à vingt millions⁵. Les femmes et les jeunes majeurs seront des principales cibles dans la catégorie des nouveaux majeurs et les listes électorales éditées seront expurgées des doublons et des personnes décédées.

Dans ce cadre, le projet apportera un appui technique et financier à la CENI dans la mise en œuvre des activités suivantes :

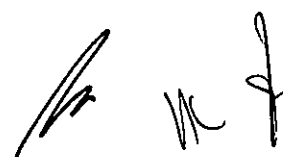
- L'organisation d'une campagne ciblée (Jeunes et femmes) de sensibilisation de proximité et d'information invitant les électeurs à aller se faire inscrire sur les listes électorales pendant la période de révision annuelle ;
- L'acquisition du matériel pour la révision annuelle de la liste électorale (carnets de recensement, ordinateurs et équipements réseaux, serveurs, etc.) ;
- La mise à niveau des logiciels et équipements techniques des Centres informatiques de districts (CID), et de régions (CIR) pour l'enregistrement et le traitement informatisé des données des nouveaux inscrits ;
- La mise à niveau des logiciels et équipements techniques du Centre national de traitement des données informatiques (CNTDI) pour un traitement rapide et efficient des données électorales nationales ;
- Le renforcement des capacités du personnel technique de la CENI ;
- La centralisation au CNTDI des données électorales collectées ;
- La polarisation des électeurs par bureau de vote et la production de la cartographie électorale ;
- L'audit du fichier électoral pour contrôler, d'une part, l'exhaustivité et l'intégrité des données à l'issue du processus de migration vers Oracle et, d'autre part, la fiabilité des données des électeurs ;
- L'impression et la publication (notamment par affichage) de la liste électorale provisoire pour le contrôle, la vérification et la validation, le cas échéant à l'issue du contentieux des listes ;
- L'édition des listes électorales définitives et la distribution des cartes d'électeurs.

Composante 2 : Cadre légal

Le cadre juridique régissant le processus électoral promouvra la gouvernance électorale par l'harmonisation des textes juridiques pertinents et l'articulation du droit positif national avec les standards internationaux en matière électorale et ce, en vue de l'organisation des élections présidentielle et parlementaires transparentes, inclusives et équitables. Il en sera ainsi dans les domaines traitant du contrôle des dépenses électorales, de l'institution d'un processus électoral inclusif, de la neutralité des autorités administratives et politiques et de l'indépendance de la CENI, de la régulation des médias, de l'éthique et de la déontologie électorales, etc.

Par ailleurs, le cadre de concertation CENI – Haute Cour Constitutionnelle sera encouragé pour une bonne prise en charge du contentieux électoral des élections nationales.

⁵ Communication du Président de la CENI à la cérémonie d'ouverture de l'atelier national de consolidation des recommandations des ateliers interprovinciaux - Antananarivo, 14 novembre 2016.



Composante 3 : Communication, éducation civique et électorale

Le projet accompagnera la CENI dans la mise en œuvre des plans stratégiques de communication et de sensibilisation électorales produits, avec l'appui du PNUD, dans le cadre du projet d'«Assistance préparatoire au processus électoral». A cet effet, la CENI et ses démembrements seront formés et les outils de mise en œuvre des activités seront produits. Plus spécialement,

Pour la campagne nationale d'éducation civique électorale :

- Les acteurs relais chargés de l'éducation de la population à la base seront identifiés et renforcés en capacité ;
- La population sera sensibilisée sur la citoyenneté et la démocratie ;
- La population en général et l'électorat féminin et jeune en particulier, seront mobilisés pour l'appropriation du processus électoral ;
- Le taux de participation aux scrutins sera relevé⁶.

Pour la communication institutionnelle de la CENI :

- Les citoyens seront amplement informés sur le processus électoral, en particulier sur le mandat de la CENI et le cahier des charges des autres intervenants, les modalités pratiques de l'inscription sur les listes électorales, le vote et les mécanismes d'intégrité du processus électoral ;
- La confiance de la population dans le système démocratique sera renforcée ;
- La circulation de l'information à l'intérieur de la CENI sera plus dynamique et fluide ; ce qui devrait se traduire en une meilleure communication extérieure.

Composante 4 : Appui aux opérations électorales

Appui à l'amélioration du système de transmission des résultats

Pour renforcer l'intégrité du processus électoral et encourager l'acceptation des résultats des élections, le projet apportera un appui à la CENI dans la mise en œuvre des activités suivantes :

- Le test et l'amélioration du logiciel de traitement des résultats ;
- La remise en état de l'équipement de télécommunication du réseau de transmission des résultats ;
- La réactivation et la mise à jour du système d'interconnexion sécurisé des centres de compilation de District et du Centre National de traitement des données informatiques ;
- La sécurisation du serveur web de la CENI pour la publication des résultats des élections par bureau de vote.

Appui à la formation du personnel électoral

La CENI recevra un appui dans la mise en œuvre d'une série d'initiatives de développement des capacités visant à améliorer les compétences techniques de son personnel. Ceci consistera notamment à :

- Développer la stratégie de formations qualifiante relative aux différentes opérations à chaque étape du processus électoral, et ce, à l'intention du personnel impliqué sur toute la chaîne du processus de l'organisation des élections (opérations de recensement électoral, saisie

⁶ Le taux de participation à l'élection présidentielle 2013 était respectivement de 61,85 (1^{er} tour) et 50,76% (2^{ème} tour)

des données, transfert de données, centralisation de données, opérations de vote, dépouillement, transmission des résultats) ;

- Apporter une attention particulière à la formation et au développement des capacités des membres et du personnel des démembrements de la CENI (CEP, CER, CED) ;
- Concevoir et produire des supports de formation, tels que les modules, manuels, guides, aide-mémoire, présentations multimédias ;
- Définir les dispositifs et équipements pour les formateurs principaux ;
- Définir le programme de formation à cascade en commençant par le groupe des formateurs principaux au niveau du siège de la CENI ;
- Veiller à la supervision des travaux de renforcement des capacités, au contrôle et à l'évaluation par des visites de terrain.

Appui à la logistique et aux acquisitions

Au cours du cycle électoral 2017/2019, la CENI organisera trois scrutins directs ; à savoir, le premier et, le cas échéant, le deuxième tour possible de l'élection présidentielle ainsi que les législatives.

Le Projet portera une attention particulière à l'opérationnalisation et au bon fonctionnement des démembrements territoriaux de la CENI. Il s'agit des 06 Commissions Electorales de Province (CEP), des 22 Commissions électorales régionales (CER), des 119 Commissions électorales de districts et des 1.551 Commissions électorales communales. Le projet appuiera la CENI par le recrutement et l'affectation au niveau des provinces de 06 VNU Spécialistes en Logistique et Opérations Electorales. Cette assistance technique vise à renforcer les capacités opérationnelles de la CENI dans le domaine de la planification stratégique par l'élaboration des différents plans (logistique, communication, sensibilisation et éducation civique, genre etc...) pour optimiser les compétences professionnelles et la performance globale des démembrements de la CENI tout au long du cycle électoral.

L'acquisition du matériel sensible sera considérée pour renforcer la crédibilité des scrutins. Il en sera ainsi pour l'acquisition des bulletins de vote pour les deux tours du scrutin présidentiel et les élections législatives, l'encre indélébile, les Procès-verbaux et les enveloppes inviolables pour la sécurisation des résultats des bureaux de vote. Tous les achats du matériel se feront en étroite relation avec la CENI et UNDP/PSO, structure chargée de gérer les acquisitions liées aux élections et d'assurer le suivi pour garantir une livraison dans les délais, selon les règles, règlements et procédure du PNUD. Cela inclut :

- La préparation et la mise à jour d'un plan d'acquisition couvrant toutes les activités d'acquisition financées par le projet ;
- L'inventaire du matériel recyclable dans les consultations électorales de 2018 et, dans la phase postélectorale, pour les processus électoraux subséquents ;
- L'obtention de cotations de la part des vendeurs locaux et étrangers pour l'acquisition en équipements et matériel électoral ou via l'unité électorale de PSO ;
- La préparation de comparatifs des prix, comprenant les analyses nécessaires, et l'attribution des contrats de fournitures et de services ;
- Le traitement des factures des fournisseurs sur reçu et la certification des biens ou des services et la liaison avec l'Unité Finances du PNUD pour assurer un paiement rapide ;
- L'établissement d'une mise à jour du registre des actifs pour tout le matériel et les moyens acquis par le projet, et la liaison avec le responsable financier de la CENI.

Si nécessaire, le PNUD mettra en place une série de formations pour les représentants de la CENI sur le déploiement et le traitement des matériels sensibles dans un processus électoral. L'accent sera mis sur les démembrements situés dans les zones rurales du pays.



Appui à la juridiction du contentieux

En complément au cadrage légal promouvant la gouvernance électorale, le projet inscrit l'un de ses axes d'intervention au soutien du cadre de concertation CENI-Haute Cour Constitutionnelle. Des projets de renforcement des capacités recommandés conjointement par ces deux institutions seront encouragés et soutenus, notamment par l'échange d'expériences avec les autres Juridictions aux références reconnues et l'appui aux sessions de formation sur les spécificités du droit électoral, l'éthique et la déontologie en la matière.

Appui aux activités post-scrutins et à la pérennisation des acquis

Les activités post-scrutins permettront à la CENI d'assurer la conservation des acquis matériels et informationnels qui faciliteront la suite du cycle électoral, dans le contexte d'une CENI dorénavant permanente.

Ce volet permettra d'assurer le ramassage, l'inventaire et l'entreposage de l'ensemble du matériel électoral recyclable dans les prochaines consultations électorales ; ce qui réduira en conséquence les budgets électoraux.

La conservation des données constitue l'aspect le plus important de ce volet : elle sera facilitée par l'existence du Centre National de Traitement des Données Informatiques qui entretiendra la mémoire électorale. La gestion des cycles électoraux subséquents dans leurs différentes composantes seront ainsi facilitées par la mise à contribution des données archivées et des leçons apprises. En effet, au-delà des bases des données des électeurs, des candidatures et des résultats de vote, grâce à l'archivage électronique, les documents et les informations sur le processus électoral, les modules de formation et les supports de sensibilisation et d'éducation civique ayant servi aux processus électoraux antérieurs pourront être inventoriés, conservés et exploités par les parties prenantes au processus électoral ainsi que pour le grand public.

Composante 5 : Assistance technique

L'assistance électorale sera exécutée par la mise à disposition de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) d'experts permanents et ponctuels, ainsi que le personnel d'appoint (chauffeurs), pour toute la durée du projet. Cette assistance se fera dans un cadre d'étroite concertation entre le PNUD, la CENI et les PTFs. Les experts mis à la disposition de la CENI travailleront également avec d'autres partenaires intervenants dans le cadre global de l'appui au processus électoral.

Afin de pérenniser les acquis, le Projet mettra l'accent sur le développement institutionnel à long terme et sur les initiatives d'appui au renforcement des capacités techniques de la CENI, en particulier dans le domaine de l'enregistrement des électeurs, la communication, la logistique et la planification tant au niveau central que provincial. L'appui du Projet vise aussi bien à aider la CENI dans ses efforts d'harmonisation de ses actions afin de lui permettre d'assurer une cohérence et une meilleure efficacité de ses interventions. A cet effet, l'appui intègre la dimension de renforcement des capacités et de transfert des compétences.

3.2. Ressources requises pour atteindre les résultats

Le projet sera financé par les ressources propres du PNUD ainsi que par celles des autres partenaires internationaux qui souhaiteraient participer à sa mise en œuvre, selon des modalités à définir de façon concertée.

Le mécanisme de financement dit du fonds commun ou « Basket Fund », qui consiste en la mise ensemble des contributions financières des partenaires, avec l'avantage de garantir une meilleure

coordination des financements tout en réduisant les risques de duplication, sera mis en place en vue de recueillir et de gérer en pool la contribution des partenaires extérieurs.

Mécanisme de financement : « Basket Fund » ou Fonds commun

Le PNUD aura pour responsabilité de gérer le Fonds Commun mis en place pour appuyer le processus électoral (ci-après le « Panier commun») en reconnaissance du mandat donné au PNUD par la Résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU 46/137 du 17 décembre 1991 pour coordonner l'assistance électorale des acteurs nationaux et internationaux.

Dans ce cadre, les Partenaires au Développement contribuant au panier commun vont conclure des accords séparés de partage des coûts avec le PNUD.

Les Partenaires au développement acceptent le principe d'un panier multi bailleurs où les fonds ne ciblent pas de lignes budgétaires spécifiques. En effet, les rapports financiers et techniques porteront sur le Panier dans son ensemble et non sur les contributions de chacun.

Les différentes contributions des partenaires pourront être mobilisées sous deux modalités : la modalité du fonds fiduciaire (ou Trust Fund) et la modalité de partage des coûts (Cost Sharing). Chaque partenaire souhaitant participer au financement commun des élections peut choisir de contribuer sous l'une ou l'autre modalité, conformément à ses procédures et règles.

Modalité de fonds fiduciaire (« Trust Fund »)

Un fonds fiduciaire ou fonds d'affectation spéciale est un mécanisme créé pour recevoir les contributions d'un ou de plusieurs donateurs gouvernementaux ou non-gouvernementaux, y compris les compagnies privées et les individus, pour appuyer un thème, un projet, un pays ou une région spécifique. La création d'un fonds d'affectation spéciale doit être conforme aux objectifs du PNUD et compatible avec le cadre de coopération nationale.

Les fonds d'affectation spéciale sont identifiés et comptabilisés séparément dans les états financiers du PNUD. Les politiques et les procédures standards du PNUD s'appliquent pour la formulation, l'estimation et la mise en œuvre des activités en vertu du fonds d'affectation spéciale. Les règles et règlements financiers du PNUD s'appliquent à tous les aspects de la gestion, de l'établissement des rapports, de la gestion financière et de la compatibilité du fonds d'affectation spéciale.

L'accord de fonds d'affectation spéciale est l'instrument juridique requis pour tous les fonds d'affectation spéciale du PNUD. L'accord détermine les modalités en vertu desquelles le donateur verse des fonds au PNUD et le but spécifique pour lequel les fonds doivent être utilisés. Il détaille également les dispositions financières et administratives pour la gestion de la contribution, détermine les types d'activités pour lesquels elle sera utilisée et désigne le directeur du fonds d'affectation spéciale. Les détails de l'accord sont présentés dans les termes du mandat, qui font partie de l'accord.

Les contributions aux fonds d'affectation spéciale sont effectuées conformément à l'échéancier de paiement établi dans l'accord selon le principe que les fonds doivent être versés sur le compte du fonds d'affectation spéciale avant que les activités concernées ne soient mises en œuvre. Les modifications aux échéanciers de paiement ne peuvent être effectuées qu'avant les dates d'échéance de paiement et d'un commun accord entre les deux parties.

Les ressources des fonds d'affectation spéciale sont comptabilisées séparément par le PNUD. Le coût supplémentaire de l'administration d'un fonds d'affectation spéciale, appelé coût administratif du PNUD, est récupéré par le PNUD en imputant directement la somme sur la contribution au fonds d'affectation spéciale. Cependant, cette somme n'est pas incluse dans le budget du programme ou projet du fonds d'affectation spéciale. La somme à imputer est définie comme un pourcentage de la

contribution et elle est précisée dans les termes de mandat du fonds d'affectation spéciale ou bien elle est négociée en cas d'accords entre les donateurs.

Modalité de partage des coûts (« Cost Sharing »)

La participation aux coûts d'un tiers (« Third Party Cost Sharing ») est la modalité par laquelle les gouvernements donateurs bilatéraux, les institutions financières internationales (IFI) et les organismes privés contribuent aux fonds des programmes et projets individuels parrainés par le PNUD. A cet effet, l'accord type de participation aux coûts, signé entre le donateur et le PNUD, constitue l'accord juridique entre les deux parties. Cet accord précise la contribution du donateur ainsi que l'échéancier de paiement. Le PNUD doit s'assurer que les paiements sont reçus avant la mise en œuvre des activités planifiées. La modalité de partage des coûts permet une plus grande flexibilité dans l'utilisation des ressources pendant l'exécution du projet.

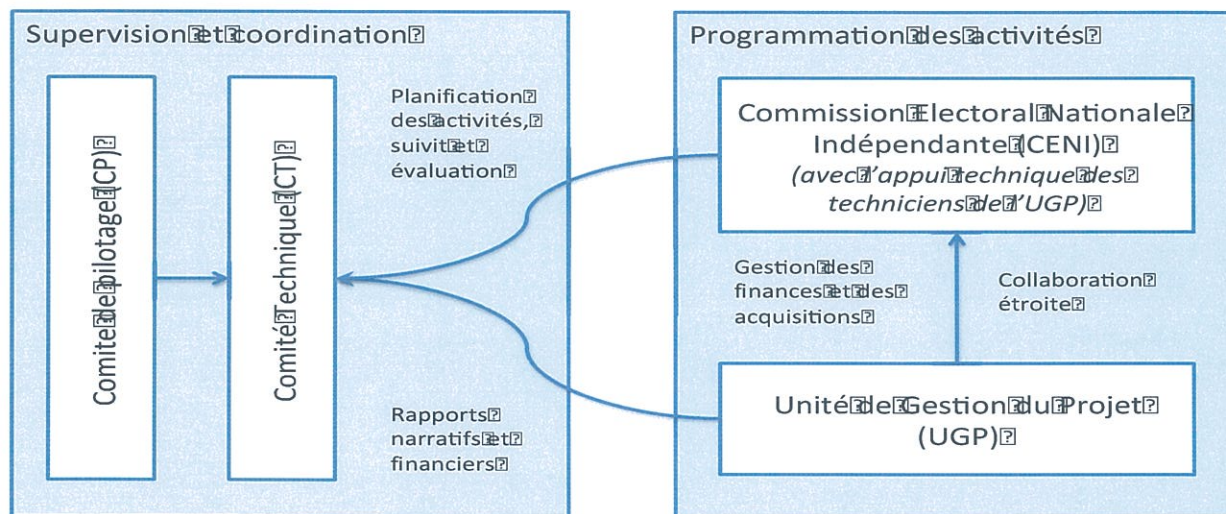
La participation aux coûts fait ainsi partie des autres ressources du PNUD et est entièrement intégrée dans le budget du PNUD et enregistrée en tant que partie du document de programme et des budgets de projet. Une contribution au titre de la participation aux coûts ne peut pas être allouée à une ligne de budget spécifique, à des apports spécifiques ou à un élément spécifique. La contribution s'applique à l'ensemble du budget du programme ou projet.

La contribution au titre de participation aux coûts doit inclure une part calculée au prorata de tous les frais de Service d'Appui Opérationnel payables, ainsi que des remboursements des frais engagés par le PNUD. Le solde non dépensé de la portion de participation aux coûts du budget du programme ou projet du PNUD est reporté à l'année suivante. L'utilisation des contributions non dépensées en raison de changements dans l'application du programme ou du projet est négociée avec le donateur. Si les activités sont annulées, les fonds inutilisés peuvent soit être remboursés, soit réaffectés après consultation avec le donateur et le pays du programme.

Une participation aux coûts des frais de gestion (8%) sera prélevée sur les contributions reçues au niveau du Basket Fund, conformément à la décision du Conseil d'administration du PNUD en sa session annuelle de juin 2007. Une partie de ce montant sera retenue dès réception de la contribution.

Quelle que soit la modalité choisie, le PNUD informera régulièrement les donateurs de l'utilisation de leurs contributions. Les rapports remis aux donateurs doivent décrire : i) la progression des activités du programme/projet, les activités planifiées et les problèmes rencontrés ; ii) la situation financière, y compris les revenus et les dépenses actuelles et futures. Les échéanciers des rapports doivent être clairement déterminés aussi bien dans l'accord de fonds d'affectation spéciale que dans l'accord de partage de coûts.

Figure 1 : Arrangements de gestion du Fonds commun « Basket Fund »



3.3. Partenaires

La mise en œuvre du présent projet fera intervenir les partenaires suivants :

Le Gouvernement : Il assure le leadership institutionnel et devra s'assurer que les apports et facilités des autres structures nationales (notamment la sécurité, les propositions de lois, etc.) sont libérés dans les délais requis afin de ne pas retarder les différentes opérations électorales. Il doit également assurer, sous forme de dotations, les frais de fonctionnement de la CENI (bureaux, équipements, salaires du personnel, etc.) ainsi qu'une partie des coûts liés aux opérations électorales.

La CENI : En tant qu'institution mandatée pour l'organisation et la gestion du processus électoral, elle devra, avec l'appui de l'Unité de Gestion du Projet, élaborer le plan de travail et d'acquisition du matériel conformément au plan d'activités opérationnel. Elle devra s'assurer du bon déroulement du processus électoral et est responsable de l'obtention des résultats escomptés à chaque étape.

Le PNUD : Le PNUD est chargé de mettre en place et de superviser l'UGP qui travaillera en étroite collaboration avec la CENI et les organisations bénéficiaires qui sont responsables chacune en ce qui la concerne de la programmation et de la réalisation des activités à financer. Le personnel de l'UGP sera recruté selon les procédures du PNUD à travers un processus de sélection compétitif.

En outre, le PNUD coordonnera l'assistance de la communauté internationale, assurera la mobilisation et la gestion des ressources, rendra compte de l'utilisation du fonds commun, coordonnera le comité technique du projet d'appui aux élections et co-présidera avec la CENI le comité de pilotage du projet. Le PNUD fournira des conseils et avis techniques à la CENI et mettra à disposition en cas de besoin de l'expertise appropriée dans les domaines clés des élections au niveau central à Antananarivo et éventuellement jusqu'au niveau des 22 régions du pays.

Les autres partenaires techniques et financiers (PTF) : Ils contribuent au financement du processus électoral à travers le projet d'appui au cycle électoral ou bilatéralement (avec une coordination au sein du comité technique), fournissent des expertises en cas de besoin, participent à l'élaboration du plan d'activités opérationnel, approuvent le plan détaillé des activités au sein du comité de pilotage et mènent un plaidoyer politique sur certaines questions en cas de besoin. Ils financent aussi en partie l'équipe de gestion du projet.

3.4. Hypothèses et risques

L'objectif à terme du projet étant l'amélioration du processus électoral à Madagascar, des risques aussi bien politiques, financiers que techniques sont à prendre en compte dans la mise en œuvre du présent projet. Les principaux risques identifiés sont les suivants :

- Le risque politique avec la non adhésion de tous les acteurs au processus électoral.
- Les questions liées à l'éligibilité de candidats ;
- Le retard dans la mise à disposition des apports financiers ;
- Le retard de l'adoption de la réforme du cadre juridique ;
- Le risque sécuritaire ;
- La faible sensibilisation de l'électorat qui pourrait déboucher sur une faible participation aux opérations d'inscription sur les listes électorales et aux scrutins.

Sur le plan politique, le risque des revendications maximalistes de la classe politique pourraient également entraîner des tensions préjudiciables à la sérénité du processus électoral. La tenue de consultations régulières avec les acteurs-clés pour discuter et échanger sur le processus pourraient contribuer à résoudre d'éventuelles incompréhensions, à renforcer la transparence sur les opérations électorales et la confiance sur l'entité chargée de la conduite du processus électoral. En effet, permettre à toutes les parties de communiquer plus régulièrement dans un cadre formel pour se mettre au même niveau d'information, est susceptible d'éviter des malentendus qui pourraient créer des situations de méfiance réciproque et de blocage. En cas de dégradation significative de la situation politique, il pourrait y avoir une discontinuité dans les prises de décision qui mettraient les élections (et le Projet) en péril.

En ce qui concerne la disponibilité des fonds, le processus électoral requiert une mobilisation de ressources financières inférieures à celles de sortie de crise. Il est plus qu'évident que le Gouvernement ne pourra pas seul faire face à toutes les dépenses et la non adhésion des partenaires techniques et financiers à un processus qui serait perçu comme biaisé ou manquant de crédibilité serait un handicap sérieux pour la réalisation des activités prévues. Le PNUD a déjà entamé des consultations avec les autres partenaires pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités planifiées dans le cadre du projet. En relation à la modalité de financement appropriée, il est envisagé le recours à un fonds commun placé sous la gestion du PNUD. Cependant, d'autres modalités de financement pourraient être considérées conformément aux souhaits des partenaires au développement intéressés à contribuer au budget du projet.

Du côté du Gouvernement, il est attendu beaucoup plus de clarté et de précision sur la ligne budgétaire spécifique aux élections que le Gouvernement a inscrit dans la loi des finances, en prévision des échéances électorales à venir, pour donner plus de visibilité et pour permettre de mobiliser éventuellement des ressources complémentaires en cas de gap budgétaire. Par ailleurs, même au cas où le financement par le gouvernement des activités liées aux élections serait garanti, il demeure très important que les fonds soient décaissés dans les délais afin de ne pas retarder les opérations préparatoires (inscription sur les listes électorales, acquisition du matériel et des équipements, sensibilisation de la population, formation du personnel technique, etc.).

L'impératif du décaissement à temps des contributions financières est évidemment valable pour les partenaires extérieurs aussi.

Par rapport au risque sécuritaire, il est évident que la garantie de la sécurité (responsabilité du Gouvernement) est un facteur clé pour l'organisation matérielle des élections et la participation des populations. Le maintien d'un climat de paix sur toute l'étendue du territoire, en sécurisant et en protégeant les équipements et matériels électoraux ainsi que la population contre des intimidations éventuelles, et en assurant l'accès de cette dernière aux sites de vote, garantirait la bonne tenue des opérations électorales.

De l'avis de différents observateurs, il semble qu'en dépit d'une recrudescence de la criminalité, la situation actuelle n'est pas de nature à remettre en cause l'organisation des élections sur le plan national. Il est également évident que si, pour une raison ou une autre, la CENI n'arrivait pas à couvrir certaines parties du territoire national au moment des élections, les électeurs de certaines circonscriptions électorales pourraient être privés de leur droit de choisir librement leurs représentants.

Il y a enfin le défi de la participation de la population au processus électoral. Ici aussi, une campagne de sensibilisation vigoureuse, appuyée par tous les acteurs (partis politiques, société civile, médias, etc.) est indispensable pour lutter contre un désintéressement des malgaches par rapport au processus électoral, notamment en cette période de crise socio-économique.

3.5. Engagement des parties prenantes

Les principales parties prenantes du projet sont la CENI et les autres acteurs impliqués dans la promotion de la démocratie (HCC, des Partis politiques, des Organisations de la société civile, des médias, etc.) qui seront, soit associées, soit sollicitées à divers égards dans toutes les phases du processus électoral à travers notamment le recensement électoral, des programmes de renforcement des capacités, de sensibilisation et d'information pour l'organisation des consultations électorales inclusives et crédibles.

3.6. Coopération Sud-Sud triangulaire

N/A

3.7. Production et gestion des connaissances

Le projet compte produire plusieurs outils de connaissance : les rapports mensuels, trimestriels et annuels portant sur la mise en œuvre du projet et soulignés au point VI du présent document, la mitigation des risques en cours d'exécution du projet, des outils et supports ayant servi à divers titres pendant l'exécution du projet et dont l'archivage en permettra l'exploitation pour des évaluations et études.

3.8. Pérennisation et mise à l'échelle

La durabilité du projet sera assurée de deux manières. D'abord, le projet va renforcer les capacités de la CENI et ses nouveaux staffs ainsi qu'un éventail d'acteurs politiques et publics, leur permettant ainsi de disposer des capacités nécessaires pour assurer leur mandat électoral avec efficacité. De l'autre côté, à travers le dispositif d'archivage, certains produits du projet resteront disponibles bien au-delà de la durée du projet, tels que les outils de planification, de formation, de sensibilisation et communication, le produit des ateliers sectoriels et la nouvelle base de données de la CENI qui fournira un support fiable pour les cycles électoraux subséquents.

IV. GESTION DE PROJET

4.1. Rapport coût-efficacité

Le projet maximise les ressources à disposition car il se focalise sur des appuis ponctuels et ciblés, il met à l'échelle les acquis d'autres projets du PNUD (tel que PACEM, APPE, PAPRECOP et PARRSS) et s'appuie sur d'autres entités notamment la CENI et ses partenaires et le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, chacune desquelles contribuera ses ressources humaines et organisationnelles.

4.2. Procédures de recrutement et d'acquisition des biens et services

Le recrutement du personnel du projet ainsi que l'acquisition des biens et services se feront selon les règles et procédures habituellement suivies par le PNUD, lesquelles sont par ailleurs conformes aux principes généraux du Système des Nations Unies en matière de transparence, de compétitivité et d'équité et répondent aux normes généralement admises.

Sur base des plans d'activités, d'identification des besoins et de détermination des spécifications techniques du matériel, l'équipe du projet élaborera un plan d'achat et finalisera les cahiers de charges en collaboration avec la CENI. Les appels d'offres, le dépouillement et l'analyse des offres seront assurés par le PNUD avec la possibilité pour les PTFs d'observer le processus. Il est à préciser que, compte tenu de la complexité et de la sensibilité du Projet, et afin de s'assurer à la fois de la nature, la qualité, les quantités requises pour les scrutins et les autres opérations électorales, le PNUD pourra faire appel, pour avis et conseils, aux techniciens de la CENI au niveau des différents comités de préparation, d'analyse, d'évaluation des offres, de validation et de sélection des fournisseurs et prestataires de biens et services, dans le strict respect des procédures du PNUD. Le Comité Technique sera régulièrement informé sur les offres publiées et les résultats de l'analyse.

Il sera fait, selon les besoins, recours à des agents de réalisation pour l'exécution d'activités spécifiques (sous-traitance des activités). A cet effet, des termes de référence seront élaborés pour déterminer les activités à réaliser, les résultats attendus ainsi que la nature et la durée des services requis. Le plan d'achats élaboré prendra en considération les délais minimums nécessaires pour les procédures de passation de marché telles que définies par les procédures du PNUD.

4.3. L'Unité de Gestion du Projet (UGP)

Pour mettre en œuvre le projet d'appui au cycle électoral à Madagascar, le PNUD recrutera et mettra donc à la disposition de la CENI une équipe d'experts dans les secteurs clés des élections. Ces spécialistes, ayant une expérience préalable de l'organisation réussie d'élections dans d'autres pays, pourront ainsi faire des suggestions et des recommandations techniques à la CENI dans le processus de planification et d'organisation des différentes échéances électorales.

L'équipe d'appui technique et de gestion du projet sera constituée des personnes/profils suivants :

Sous contrat FTA international :

- Un(e) expert(e) en administration et gestion de projets d'assistance électorale, en qualité de Conseiller Technique Principal (CTP) du projet
- Un(e) expert(e) en informatique et gestion de base de données électorales
- Un(e) expert(e) financier

Sous contrat VNU international :

- Un(e) chargé(e) de Reportage, de communication et d'archivage
- Six Spécialistes électoraux provinciaux

Sous contrat national :

- 1 assistant administration achats/ opérations PNUD
- 1 assistant administratif et financier / comptable
- 8 chauffeurs

Contrat Consultant International

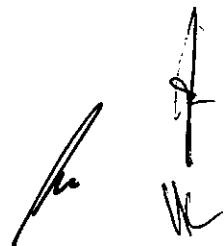
- Un(e) expert(e) en logistique et opérations électorales
- Un(e) expert(e) en télécommunication
- Un(e) spécialiste en éducation civique
- Un(e) spécialiste juriste

Aussi, le cas échéant, le projet fera ponctuellement recours à l'expertise nationale.

Pour assurer une meilleure intégration opérationnelle avec la structure à laquelle ces spécialistes en élections vont apporter leur expertise, l'idéal serait que l'UGP soit installée dans les locaux de la CENI ou à proximité de celle-ci en cas de manque d'espace dans les locaux de la CENI. Les experts de programmation seront opérationnellement rattachés aux différents départements de la CENI, selon leur spécialisation : informatique, communication, éducation civique, logistique et opérations électorales.

Le rattachement des experts (FTA et consultants) internationaux aux structures de la CENI a un caractère exclusivement opérationnel et n'a donc aucune incidence sur la gestion du projet lui-même, qui sera directement exécuté par le PNUD. En effet, tout en travaillant en étroite collaboration avec les équipes techniques de la CENI, et quelle que soit leur localisation géographique par ailleurs, il reste entendu que les spécialistes en élections du projet demeurent du personnel des Nations Unies et de ce fait ne prennent leurs instructions que des Nations Unies. Cependant, leur intégration opérationnelle aura pour principaux avantages de faciliter l'accès en temps réel par la CENI à leur expertise, de permettre aux experts d'être mieux impliqués dans la planification des opérations électorales et de contribuer ainsi au renforcement des capacités techniques de leurs collègues nationaux.

Le coût de ce personnel ainsi que les frais de fonctionnement de l'UGP font partie intégrante de l'appui aux élections. La contribution du PNUD au financement du processus électoral à Madagascar supportera une partie de ces coûts.

Handwritten signatures and initials in black ink, located in the bottom right corner of the page. There are two distinct signatures, one appearing to be a stylized 'A' and the other a more complex cursive mark.